

Au Canada, la droite conservatrice se braque contre le Pacte des Nations Unies sur les migrations

dimanche 23 décembre 2018, par [RIOUX Bernard](#) (Date de rédaction antérieure : 19 décembre 2018).

Le Pacte des Nations Unies sur les migrations, signé par une majorité de pays, n'est pas contraignant pour les États. Pourtant, la droite conservatrice et nationaliste s'est mobilisée partout dans le monde pour présenter ce Pacte comme un grand danger pour la souveraineté des États. Au Canada et au Québec, de tels positionnements se sont également manifestés.

Les élucubrations de la droite contre le Pacte de l'ONU

Le gouvernement Trudeau a décidé de signer à Marrakech le 10 décembre dernier le Pacte des Nations-Unies sur les migrations. La droite canadienne et québécoise suite au gouvernement Trump et aux gouvernements de droite et d'extrême droite d'Europe a dénoncé ce pacte. Ce dernier est présenté par cette droite comme un complot immigrationniste visant à brader la souveraineté des pays.

Andrew Scheer, le chef du Parti conservateur du Canada, a fait un appel à la Chambre des communes demandant au Canada de ne pas signer ce Pacte. Pour lui, le Pacte va « *donner une influence aux entités étrangères sur le système d'immigration du Canada et va influencer la couverture médiatique sur les questions d'immigration* ». En somme, pour lui, le Pacte va normaliser l'immigration de masse et ce qui équivaut ni plus ni moins qu'à effacer les frontières du Canada.

Les ténors de la droite nationaliste, comme Joseph Facal, Mathieu Boch Coté, ont entonné la même chanson. Ils ont dénoncé le soutien du Canada au pacte onusien. Ils ont affirmé que ce pacte permettrait d'utiliser le poids moral de l'ONU pour faire pression sur les politiques de l'État et désarmer ceux qui veulent contenir ou stopper les flux migratoires. Même le chef présumé du Bloc québécois, Yves-François Blanchet, a affirmé qu'il faut « *arrêter de sacrifier les souverainetés nationales à des documents internationaux qui en général ne servent pas les nations* ».

La réalité du Pacte sur les migrations et ses limites

Une vaste majorité des pays du monde ont accepté de signer le Pacte. En fait, le Pacte est une recherche d'un consensus minimal entre les pays du Nord et les pays du Sud. Il est inspiré des approches européennes et nord-américaines dans le domaine des migrations. Cette approche néolibérale se résume pour l'essentiel à privilégier une immigration choisie de personnes riches ou compétentes pour faire face à la pénurie de main-d'œuvre. Pour ce qui est des réfugié.s.es, les gouvernements occidentaux refusent des demandeur.e.s d'asile si ces personnes ne sont pas menacées d'une mort imminente dans leur pays et les expulsions sont une pratique courante et massive. Les fermetures des frontières par des murs et des milices spéciales tendent à se

généraliser.

Le Pacte de l'ONU affirme clairement qu'il n'est pas contraignant pour les États. Tout au plus, le Pacte reconnaît-il « *qu'à l'heure de la mondialisation, les migrations sont des facteurs de prospérité, d'innovation et de développement durable.* » Il ne vise qu'à faciliter les seules « *migrations sûres, ordonnées et régulières* ». Afin de faciliter la mobilité de la main-d'œuvre. Il invite au « *respect mutuel des cultures, des traditions et des coutumes* ». Et ce sont ces passages qui sont déjà de trop pour les nationalistes de droite dans différents pays.

Mais le pacte n'est pas à la hauteur des besoins de la situation actuelle. Il ne cherche pas à éviter la multiplication des cimetières des migrants morts aux frontières comme ce qui se passe en Méditerranée. Il ne prohibe pas la détention des migrants-es et les centres de rétention. Il ne prévient pas le pillage des ressources humaines dans les pays pauvres qui conduisent au chaos et à l'expulsion des personnes touchées par ces exactions. Il ne permet pas la protection de tous les travailleurs et travailleuses et des membres de leur famille. Il ne crée pas contrairement aux prétentions de la droite un droit international favorable à la liberté de circulation.

La réalité des migrations et les ambitions des gouvernements néolibéraux.

Les migrations internationales sont liées aux conséquences de l'impérialisme à l'époque de la domination des marchés financiers. Cette domination favorise les guerres, le pillage des ressources naturelles notamment pétrolières comme au Moyen-Orient et le soutien à des dictatures féroces. Les migrations des personnes du Moyen-Orient sont directement liées aux guerres menées dans cette région. La déstructuration des économies latino-américaines, particulièrement mexicaine et centro-américaines, est à la source des colonnes de migrant.e.s qui quittent ces pays. Il en est de même pour l'immigration originaire d'Afrique. Sans compter, que la majorité des migrations se fait encore selon un axe sud-sud. Si on ajoute à cela, les conséquences actuelles et futures des changements climatiques, il est facile d'identifier les racines systémiques et complexes des problèmes à la base des processus migratoires et le caractère totalement illusoire de la volonté de bloquer les migrations sans s'attaquer aux réalités qui en sont à l'origine.

Les politiques de droite : entre aveuglements et autoritarisme

Aujourd'hui, la droite au lieu de faire une analyse lucide de la situation, propose de dresser les murs. Trump veut absolument dépenser 5 milliards de dollars pour parfaire le mur sur la frontière américano-mexicaine. L'Europe s'est transformée en Forteresse et des pays ont été instrumentés comme des serviteurs avancés du blocage des migrant.e.s. Les obstacles juridiques à l'immigration se multiplient et provoquent une érosion dramatique du droit de mobilité. Les gouvernements néolibéraux tentent de limiter l'immigration aux affairistes et à la main-d'œuvre répondant sur mesure aux besoins des entreprises.

Ici, au Canada et au Québec, les partis politiques de droite développent un discours de méfiance et de peur en direction des migrants. La CAQ et le PQ ont refusé la mise sur pied d'une commission d'enquête sur le racisme systémique qui aurait permis d'identifier les discriminations de toutes sortes qui frappent les nouveaux arrivants et les communautés issues de l'immigration. Ils ont présenté la volonté de donner la parole aux personnes discriminées comme une volonté d'attaquer les Québécois.e.s. Aujourd'hui, le gouvernement Legault cherche à utiliser les craintes et les peurs face à l'immigration, en présentant la nécessité de diminuer les seuils d'immigration. Il s'attaque non seulement aux migrations économiques, mais le gouvernement de la CAQ cherche à diminuer le nombre de réfugié.e.s accepté ainsi que le nombre des migrations liées au regroupement familial.

Le débat sur la fausse laïcité concernant le port des signes religieux va libérer la parole contre les

Musulman.e.s. On se rappellera les conséquences de la Charte des valeurs du gouvernement Marois sur la société québécoise. La proposition de la CAQ d'un test d'allégeance aux valeurs québécoises et d'un test sur la maîtrise de la langue française, va contribuer à stigmatiser, une fois encore les communautés minoritaires. À la base de ces politiques, ce n'est nullement la volonté faussement proclamée d'une meilleure intégration qui est en jeu, mais c'est le fait que Legault et son parti pensent que ces politiques peuvent être payantes électoralement. La CAQ n'hésite pas à prendre le risque d'alimenter la xénophobie par des discours qui présentent les immigrant.e.s comme une menace pour la société québécoise.

Au-delà du Pacte, des perspectives pour un monde sans mur

Comme l'écrit Catherine Samary : « *Le regard des migrant.e.s fuyant les désastres sociaux, écologiques, militaires de la mondialisation capitaliste doit modifier notre horizon de pensée et d'action.* » [1]

Dans les décennies qui viennent, les migrations volontaires ou contraintes s'étendront. C'est la reconnaissance de ces réalités qui nous permettra d'aller à contre-courant des positions bourgeoises sur les migrations internationales et de construire une résistance solidaire, internationaliste, féministe et antiraciste contre les politiques des classes dominantes. Il faut dépasser la perspective dominante de la politique migratoire fondée sur une approche régulière, ordonnée et sécuritaire. Il faut défendre une vision humaniste et proposer d'accueillir, de protéger les migrant.e.s en réaffirmant que la mobilité humaine est un droit essentiel de l'être humain.

BERNARD RIOUX

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Presse - Toi a Gauche !

<http://www.pressegauche.org/Au-Canada-la-droite-conservatrice-se-braque-contre-le-Pacte-des-Nations-Unies>